HAL
open science

Immigration et identification nationale en Pays Basque (1960-1980)

Francis Jauréguiberry

To cite this version:

Francis Jauréguiberry. Immigration et identification nationale en Pays Basque (1960-1980). Lapurdum, 2003, 8, pp. 243-261. hal-01671092

HAL Id: hal-01671092
https://hal.science/hal-01671092

Submitted on 14 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lapurdum
Euskal ikerketen aldizkaria | Revue d'études basques | Revista de estudios vascos | Basque studies review

8 | 2003
Numéro VIII

Immigration et identification nationale en Pays basque (1960-1980)

Francis Jauréguiberry

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/lapurdum/1139
DOI : 10.4000/lapurdum.1139
ISSN : 1965-0655

Éditeur
IKER

Édition imprimée
Date de publication : 1 novembre 2003
Pagination : 243-261
ISBN : 9782867813436
ISSN : 1273-3830

Référence électronique
Francis Jauréguiberry, « Immigration et identification nationale en Pays basque (1960-1980) », *Lapurdum* [En ligne], 8 | 2003, mis en ligne le 01 mai 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/lapurdum/1139 ; DOI : 10.4000/lapurdum.1139

Jauréguiberry F. | IKER

Francis Jauréguiberry
Université de Pau et des Pays de l'Adour.
Chercheur au laboratoire SET (Société Environnement Territoire), UMR 5603 du CNRS.

Immigration et identification nationale en Pays basque (1960-1980)

À l'heure où certains, emportés par leur passion à défendre une Espagne "une, grande et libre », n'hésitent pas à taxer le nationalisme basque actuel d' "enfermement ethnique "et de "revendication essentialiste », il paraît urgent de rappeler en la matière quelques données démographiques et sociologiques de base. L'évidence de ces données devrait, je l'espère, ramener à la raison la plupart de ceux qui, par ignorance ou par facilité, reprennent sans la questionner la thèse de la "sélection ethnique en Pays Basque », et démasquer ceux qui la répandent avec une mauvaise foi manifeste.

Car réactiver ainsi la thèse ethnique en ce début de XXIe siècle à propos du nationalisme basque revient non seulement à ignorer ce qui constitue l'aspect sans doute le plus novateur de la forme de nationalisme qui s'est développée à partir des années 60 (XXe) en Pays Basque (passage d'une définition ethnique de la nation basque à une définition politique), mais aussi à jouer avec le feu en risquant de rabattre l'identité des individus sur une dimension qui n'est ni culturelle, ni politique, ni historique, une dimension qui est la négation même de la liberté du sujet moderne à se penser comme acteur de sa propre vie. Ceux-là mêmes qui croient déprécier la revendication identitaire et politique basque en la taxant d'enfermement ethnique, en viennent à ressembler, par un singulier retournement de situation, aux premiers nationalistes basques qui fondaient l'identité sur la race. En réintroduisant la discrimination ethnique pour déprécier leurs adversaires, ces pyromanes comptent un siècle de retard et, après l'horreur absolue de la *shoah*, n'ont plus aucune espèce d'excuse.

1. Un changement d'attitudes

1. 1. Des nationalistes envers les immigrés

Contre son fondateur, Sabino Arana Goiri, qui affirmait que "peuple et nation sont des concepts qui se réfèrent à la race »[1], et contre la quasi-totalité de ses principaux idéologues d'avant-guerre (par exemple de Aranzadi qui écrivait en 1931 que "avant tout et surtout, la nation nous parle de naissance, d'origine et de sang"[2]), le PNV déclarait solennellement, lors de son assemblée nationale de 1977, que "le principal critère d'appartenance à un peuple n'est ni le sang ni la naissance, mais la volonté d'intégration, l'assimilation culturelle et la contribution au développement de toutes les dimensions de la vie sociale"[3].

Entre temps, plusieurs voix s'étaient élevées pour condamner la vision étroitement raciale des premiers nationalistes, surtout après que le nazisme a donné la connotation que l'on sait au concept de race. Mais il fallut attendre l'éclosion du "nouveau nationalisme basque "pour qu'une définition nouvelle de la nation basque, basée non plus sur un être (essence) mais sur un vouloir être (identification subjective et volontaire), permette un réel changement d'attitude envers les immigrés[4]. C'est ETA qui systématisera le mieux ce changement selon le raisonnement suivant :

1) La proportion des immigrés dans la population basque ne cesse d'augmenter. Dans le cas de nombreuses villes, ils sont même en passe de devenir majoritaires [5].

2) Bien que leur présence influe négativement sur la conservation de la langue basque, ces immigrés ne peuvent cependant pas être tenus pour responsables de sa disparition. "Notre idéologie rejette de façon catégo-

---

[1] "Efectos de la invasion", in *Baserritara* n° 11, 11/07/1897.

[2] *La nacion Vasca, op. cit., p. 20.*

[3] "Ponencia de plateamiento politico", in *Documentos de la Asemblea Nacional, marzo de 1977*, p. 19 (cité par Javier Corcuera et Miguel Angel Garcia, "Sistema de partidos, instituciones y communidad nacionalista en Euskadi", in *Revista de politica comparada* n° 2, p. 178).

[4] Pour une étude de ce "nouveau nationalisme basque", voir Francis Jauréguiberry, *Question nationale et mouvements sociaux en Pays basque*, Paris, l'Harmattan, 2004.

[5] Il ne faut cependant pas croire que les positions qui suivent (main tendue vers les immigrés) soient le fruit d'une espèce d'opportunisme arithmétique. Les militants d'ETA, bien que très sensibles à l'augmentation du nombre des immigrés, étaient en fait loin de penser (en l'absence quasi totale de divulgation des statistiques officielles) qu'elle atteignait de telles proportions. Témoins de cela, les chiffres avancés par Beltza (alors l'un des principaux idéologues d'ETA) : 400 000 immigrés, soit 18 % de la population en 1970 (repris dans *Nacionalismo y clases sociales*, San Sebastian, éd. Txertoa, 1976, p. 155). À l'époque, ces chiffres parurent déjà énormes. Le nombre réel des immigrés, toujours en 1970, était en fait de 688 104, soit 29,48% de la population...

rique les attitudes racistes et discriminatoires que certains noyaux de notre pays maintiennent encore envers les travailleurs immigrés. Les immigrés ne sont responsables ni de la perte de l'*euskera* ni de l'oppression que nous subissons actuellement. Ils sont simplement victimes, comme nous, des structures capitalistes et de l'oppression franquiste."[6]

3) La tâche des nationalistes, au lieu de rejeter ces immigrés et de les accabler de tous les maux, doit au contraire "viser par tous les moyens à faciliter leur intégration à la société et à la culture basques"[7].

4) Cette intégration sera d'autant plus facile que la situation d'Euskadi (défini par ETA comme "pays prolétaire" en raison du poids de sa classe ouvrière) donne une dimension éminemment révolutionnaire au combat national basque, ce qui se traduit réciproquement par le fait "qu'en Euskadi, la lutte pour le socialisme fait du travailleur immigré un combattant de la lutte de libération nationale"[8].

1. 2. Des immigrés envers les natifs et les nationalistes

Quel pouvait être, au début du siècle, le pourcentage d'immigrés qui, résidant en Pays Basque depuis moins de cinq ans, se seraient prononcés soit pour l'indépendance totale du Pays Basque (création d'un État séparé), soit pour sa quasi-indépendance (statut d'autonomie très large reconnaissant le droit à l'autodétermination) ? Nous ne pensons pas commettre quelque hérésie sociologique en affirmant (au regard de l'exclusive raciale des premiers nationalistes) que ce pourcentage devait avoisiner zéro.

---

[6] In *Zutik* n° 31, juillet 1965, p. 6.

[7] *Ibidem.*

[8] *Ibidem.*

Or, quel est ce pourcentage en 1980 ? 37,8 % [9] !

Ce bouleversement dans la position des immigrés envers la question nationale basque, et donc envers les nationalistes, est accompagné d'un changement non moins radical de l'image qu'ils se font des autochtones. Nous sommes ici aussi, en l'absence totale de statistiques concernant l'opinion des immigrés envers les natifs au début du siècle, réduits à faire des suppositions. Mais, vu les positions raciales et ségrégationnistes des premiers nationalistes qui ne cessaient de parler au nom de tous les Basques, vu les très nombreux témoignages sur l'animosité (qui dégénérait bien souvent en bagarres) entre ouvriers autochtones et ouvriers immigrés, vu l'institutionnalisation de cette scission conflictuelle à travers l'affrontement de la STV (syndicat "des autochtones") avec l'UGT (syndicat "des immigrés"), vu enfin les prises de position du PSOE, principal représentant politique de ces immigrés, ne cessant de dénoncer l'égoïsme des autochtones, la bestialité des patrons (qui étaient autochtones) et le racisme des nationalistes (qui étaient autochtones), il ne nous paraît pas hasardeux d'avancer que le pourcentage d'immigrés qui auraient répondu "mépris", "raciste"et "supériorité" à la question "comment qualifiez-vous, de façon géné-

[9] Ce pourcentage provient des résultats d'une enquête effectuée en Pays Basque durant l'été 1980 par Emopublica (échantillon, 1 300 personnes de plus de 16 ans) sur l'identification "basquiste" et "nationaliste" de la population basque. Les principaux résultats de cette enquête sont exposés et commentés par José Garmendia, *Abertzales y vascos*, ouvrage collectif, Madrid, éd. Akal, 1982. La question était la suivante : "Quelle est, des alternatives suivantes, celle qui, en réalité, convient selon vous le mieux au Pays Basque : Un gouvernement fort depuis Madrid ; Un statut d'autonomie qui évite tout glissement vers l'indépendance ; Un statut d'autonomie équivalent à une quasi-indépendance ; La création d'un État basque indépendant ?".
Voici les réponses en pourcentage :

	Madrid	Autonomie modérée	Quasi-indépendance	Indépendance
Natifs	4,3	28,3	36,0	31,4
Immigrés	16,6	43,5	21,9	17,9
Total	8,1	32,9	31,7	27,9

La ventilation des réponses suivant la date d'arrivée des immigrés est la suivante :

Date d'arrivée	Madrid	Autonomie modérée	Quasi-indépendance	Indépendance
< 5 ans	7,4	38,8	25,8	28,0
5 à 10 ans	19,4	39,9	25,7	14,4
10 à 20 ans	13,9	50,4	22,1	13,6
> 20 ans	17,3	42,3	21,2	19,2

Le pourcentage indiqué dans le texte (37,8) ne correspond pas à celui du tableau (25,8 + 28,0). Nous l'avons calculé non pas, comme dans le compte-rendu de l'enquête, en excluant les sans réponse, *mais en les prenant au contraire en compte*. Le pourcentage des sans réponse est de 19,4 pour les autochtones et de 37,3 pour les immigrés (inférieure à 5 ans = 29,7 % ; de 5 à 10 ans = 44,5 % ; de 10 à 20 ans = 42,4 % et supérieure à 20 ans = 25,6 %).

rale, le comportement de ceux qui sont d'ici (autochtones) envers ceux qui viennent d'autres régions (immigrés) ?", n'aurait en rien été négligeable, mais qu'au contraire ces trois mots auraient majoritairement traduit, dans l'ambiance qui était celle du Pays Basque en ce début de siècle, l'opinion des immigrés envers les autochtones.

Or, quel est ce pourcentage en 1980 ? 6 %[10] !

Enfin, quel pouvait être, au moment où Sabino Arana Goiri écrivait : "Grand dommage font à la patrie cent *maketos* qui ne savent pas l'*euskera*, mais plus grand dommage encore lui fait un seul *maketo* qui le sait"[11], la proportion d'immigrés dans l'ensemble des personnes qui apprenaient alors l'*euskera* ? Ici aussi, nous pouvons avancer sans crainte de nous tromper : voisine de zéro.

Or, quelle est cette proportion en 1978 ? 35 %[12] !

2. Le nationalisme, raccourci pour une adaptation gratifiante et expression d'un mécontentement diffus

Bien qu'extrêmement important, le changement d'attitude des nationalistes envers les immigrés ne peut à lui seul rendre compte du non moins profond et radical changement de position des immigrés envers la question nationale. Le bouleversement dans la définition de la nation basque permet aux immigrés de se rapprocher et même de rejoindre le mouvement national, mais n'explique pas ce rapprochement. Ici aussi, ce n'est pas une situation qui peut révéler le sens d'une action, mais le système d'action qui le produit (armature des relations sociales dans l'espace d'orientations culturelles vécues).

Mais, avant de tenter une explication de ce rapprochement, essayons d'abord de le cerner pour en déterminer les principales caractéristiques et en mesurer l'importance. Pour ce faire, nous nous baserons sur les résul-

---

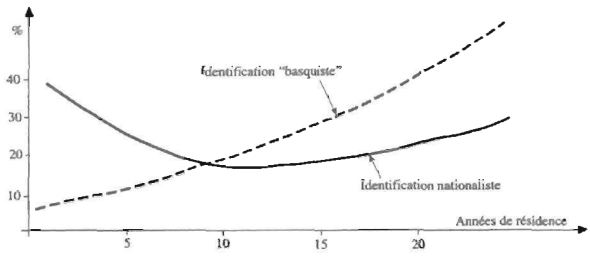
[10] José Garmendia, *op.cit.* La distribution des réponses des immigrés est la suivante : aimable 57 %, supériorité 2 %, hospitalier 12 %, mépris 1 %, correct 13 %, raciste 3 %, indifférent 5 %, et sans réponse 2 %.

[11] "La Patria", in *Baseritara* n° 8, 20 juin 1897, *Obras Completas*, p. 1307.

[12] Ce chiffre est fourni par le Gipuzkoako Euskal Eskolen Batzordea, organisme non officiel qui coordonnait alors l'ensemble des cours du soir pour adultes en Guipúzcoa. Il correspond à l'année 1978-1979. Sur les 8 387 élèves immatriculés, la proportion d'immigrés est de 20 % dans le canton (traduction approximative de *comarca*, unité géographique de base au niveau d'une province) d'Urola, de 47 % dans celui du Haut Urola, de 22 % dans celui de la Bidassoa, de 20 % dans celui d'Eibar, de 30 % dans celui de la Vallée de Leniz, de 24 % dans celui de la Costa et de 15 % à Saint-Sébastian et Renteria (Cité par Iñaki Martinez de Luna in *Abertzales y vascos*, op. cit., p. 150).

tats de l'enquête menée par José Garmendia. Un des points les plus intéressants de cette enquête est d'avoir établi une distinction entre "l'attitude nationaliste" des personnes interrogées (attitude déterminée par les réponses à une question sur l'avenir institutionnel souhaité pour le Pays Basque : indépendance, autonomie, etc.) et leur "basquisme subjectif" ("basquisme" déterminé par les réponses à la question : "Vous considérez-vous comme basque ?")[13]. En effet, tous ceux qui se sentent basques ne sont pas obligatoirement nationalistes, et tous les nationalistes ne sont pas obligés de se sentir basques. Si le premier cas de figure semble évident, le second est loin de tomber sous le sens : qui peut bien, en Pays Basque, être nationaliste basque et, en même temps, ne pas se sentir basque ? L'enquête apporte une réponse très claire : les immigrés, et spécifie : essentiellement ceux qui résident depuis peu de temps en pays Basque[14].

Les tableaux des notes 10 (attitude nationaliste) et 15 (identification basquiste) peuvent être visualisés ainsi :



13 Réponses : 70,7 % des personnes se considèrent comme basques, 16,3 % ne se considèrent pas comme basques, 5,8 % plus ou moins et 7,2 % ne savent pas ou ne souhaitent pas répondre.

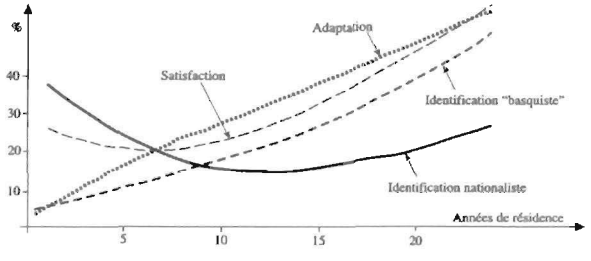
14 91,4 % des autochtones se considèrent comme basques, alors que ce pourcentage n'atteint que 37 points chez les immigrés. Ventilées suivant les dates d'arrivée des immigrés, leurs réponses à la question "vous sentez-vous basque ?" se distribuent ainsi (comme pour le tableau de la note 12, ces pourcentages excluent les sans réponse (moins de 5 ans = 13,5 % ; de 5 à 10 ans = 7,9 % ; de 10 à 20 ans = 4,9 % et supérieur à 20 ans = 0 %) :

Date d'arrivée	Non	Plus ou moins	Oui
< à 5 ans	79,7	8,2	12,2
De 5 à 10 ans	74,5	13,3	12,2
De 10 à 20 ans	44,3	14,8	40,9
> à 20 ans	28,5	15,7	55,9

Au regard de ces courbes, nous pouvons avancer que l'identification basquiste des immigrés, quasi nulle à leur arrivée, progresse régulièrement au fur et à mesure que la durée de leur résidence en Pays Basque augmente. Que leur identification nationaliste, élevée durant leurs premières années de résidence en Pays Basque, décroît ensuite régulièrement jusqu'à environ 15 ans de résidence. Au-delà, elle progresse de nouveau à un rythme sensiblement égal à celui qui correspond à l'augmentation de leur identification basquiste. Et, enfin, que le nationalisme des immigrés résidant en Pays Basque depuis moins de 10 ans exprime autre chose que leur basquisme.

Cherchant à savoir si l'identification basquiste des immigrés était un bon indicateur de leur adaptation et de leur satisfaction de vivre en Pays Basque (ce qui démontrerait en retour que le nationalisme des immigrés récemment arrivés exprime pour une large part de l'inadaptation), l'enquête réservait une série de questions visant à mesurer ces deux dernières.

Les résultats, ventilés suivant la durée de résidence, peuvent être visualisés ainsi :



Confirmant ce que ces courbes laissent entendre, la mise en corrélation mathématique entre identification basquiste, identification nationaliste, satisfaction et adaptation, montre en particulier que l'identification basquiste est un excellent indicateur d'adaptation, et que, si l'identification nationaliste tend à devenir un bon indicateur d'adaptation des immigrés à partir de 15 ans de résidence, elle rentre, en deçà, en corrélation chaque fois plus négative avec leur adaptation et leur satisfaction de vivre en Pays Basque[15]. D'où la conclusion de l'enquête : "Le nationalisme des

[15] Voir les résultats exacts et le calcul des corrélations dans le compte rendu de l'enquête, *op. cit.*, pp. 54-66.

immigrés récemment arrivés en Pays Basque reflète, pour une large part, leur inadaptation et leur insatisfaction. Plus celles-ci sont fortes et plus celui-là devient radical. Pour rompre le cercle d'isolement, beaucoup choisissent la fuite en avant, la radicalisation d'attitudes et de comportements nationalistes."[16] Mais ce que l'enquête ne nous dit pas, c'est pourquoi et en quoi le nationalisme représente, aux yeux des immigrés, un excellent moyen de réduire leur inadaptation et leur insatisfaction. Il y a 80, 50 ou même 30 ans, les immigrés étaient tout aussi perdus à leur arrivée en Pays Basque. Ils étaient cependant loin d'adopter des attitudes nationalistes, et encore moins des attitudes nationalistes radicales.

Le nouveau nationalisme *permet* et même souhaite l'intégration des immigrés, l'enquête *constate* ce rapprochement et en donne les dimensions. Mais ni l'un ni l'autre *n'explique* pourquoi et comment ce rapprochement et cette intégration ont lieu. Entre l'ouverture du nationalisme aux immigrés et l'adhésion puis l'action de certains d'entre eux, réside toute l'épaisseur d'une décision que seule la structure des relations sociales, des expériences concrètes et du vécu quotidien dans lesquels ils s'insèrent peut rendre compte.

Ces immigrés, ceux de la seconde vague (1955-1975), arrivent, tout comme leurs prédécesseurs du début du siècle, en pleine expansion expressive de l'identité basque. Mais celle-ci n'est plus liée à la construction d'un "nous les Basques" face à "eux les immigrés". La collectivité basque des années 1960-1970 n'est plus ethniquement déchirée en deux. Elle se regroupe au contraire chaque fois plus, au fur et à mesure que la fin du franquisme approche, autour d'un "nous la société civile" face à "eux les forces de l'ordre et ceux qui les commandent".

D'entrée, les immigrés récemment arrivés perçoivent, dans l'expérience concrète de leur quotidien, l'existence de cette société civile basque qualifiée plus haut de souterraine. Mais perception ne veut pas dire adaptation et encore moins intégration. Cette société est, par obligation, clandestine, faite de mille réseaux, codes, signes dont la connaissance ne peut être que le fruit de subtiles approximations puis pratiques nées d'un quotidien partagé. La répression est générale. Pour vivre, cette société doit résister et donc se prémunir de tout danger d'infiltration, de noyautage, par tout un ensemble de défenses.

C'est précisément contre ces défenses que bute le nouvel arrivé. Pas moyen de s'intégrer réellement à cette société sans appartenir à un des

[16] *Ibidem*, p. 56.

multiples canaux clandestins qui l'irriguent, et donc pas moyen d'y appartenir sans être reconnu et accepté par ceux qui y transitent. Reconnaissance que le nouvel arrivé n'est pas un *chivato*[17], un membre de la police ou tout simplement un franquiste.

C'est en ne perdant pas de vue cette exigence de reconnaissance que l'important phénomène d'adhésion, si rapide et radicale, des immigrés récemment arrivés au nationalisme basque devient explicable. Se proclamer nationaliste et surtout agir en conséquence revient à chausser des bottes de sept lieues pour rejoindre la société souterraine. D'entrée, c'est se situer à son cœur même, dont les battements ne cessent d'impulser des pratiques transgressives.

Or, quoi de plus transgressif et de plus rebelle que d'être nationaliste ? Et, lorsque nous écrivons nationaliste, l'affaire est entendue pour ces immigrés : dans l'ambiance des années 1960-1970, se proclamer nationaliste, c'est se prononcer pour l'indépendance d'Euskadi et très souvent, parmi la jeunesse, adopter une attitude pro-ETA. Le principal moyen, à la fois le plus rapide et le plus gratifiant, par lequel les immigrés rejoignent la société civile basque est avant tout d'ordre transgressif et radical[18].

Les résultats électoraux reflètent bien ce processus : la corrélation établie entre immigrés et nationalisme radical (EE et HB) est, en regard de la corrélation entre immigrés et nationalisme modéré (PNV), extrêmement importante[19]. À tel point qu'on peut affirmer que la quasi-totalité des immigrés nouvellement nationalistes appartiennent aux formations les plus radicales[20].

Il ne faudrait toutefois pas croire que cette attitude soit purement "opportuniste" :

1) Dans une large mesure, ce ralliement au nationalisme radical expri-

---

[17] Indicateur, délateur, en espagnol.

[18] D'entrée l'immigré nouvellement nationaliste est gratifié de son appartenance au "peuple travailleur basque" qui, comme ne cesse de le répéter ETA, "est composé de tous ceux qui vendent leur force de travail en Euskadi et qui tentent de s'intégrer à la lutte de libération nationale et sociale" (*Zutik* n° 63, mai 1972). L'emploi incertain des quelques mots et expressions en langue basque ne suscite pas de la moquerie et encore moins du rejet, mais des encouragements et de la sympathie extrêmement gratifiants.

[19] Pour le calcul de ces corrélations pour l'ensemble des 448 sections électorales du Guipuzcoa, voir l'étude de Luis Nuñez "Sectores sociales que han votado a cada partido", in *Punto y Hora* n° 126, 25/05/1979, pp. 14-15.

[20] Et même à ETA : le 27 septembre 1975, deux de ses militants, Angel Otaegui et Juan Paredes Manot étaient fusillés. Le premier, né à Nuarbe (Guipuzcoa) était un *Vasco de toda la vida* (Basque depuis toujours); le second, né à Zalamea de la Serena (Badajoz) et résidant depuis tout juste 10 ans en Pays Basque deviendra le symbole de l'intégration des immigrés au combat national basque.

me aussi, de la part de ces immigrés, un mécontentement diffus que rien n'avait jusqu'alors permis d'épancher. D'abord les années précédant le départ de l'immigré, la plupart du temps des années semées d'embûches : chômage, difficultés financières, etc., celles qui ont motivé la décision de quitter le pays. Puis le traumatisme du départ. Enfin une arrivée dans des conditions généralement désastreuses : un travail pénible, un logement *de los sesentas*[21], et la difficulté de s'intégrer à une société à la fois omniprésente et insaisissable (clandestine). Bien souvent, l'adhésion nationaliste signifie aussi l'explosion de ce mécontentement accumulé que l'on peut, sans risque de se tromper, assimiler à de pures conduites de crise.

2) Ces immigrés, dès leur arrivée en Pays Basque, subissent aussi, en tant qu'habitants basques, la répression générale et arbitraire. Souvent, quelques semaines après leur installation, ils en sont très directement les victimes. Ce qui peut susciter deux types de réaction : celle de se démarquer par tous les moyens "des Basques" pour ne plus souffrir de la répression ou, au contraire, celle de s'identifier au maximum avec eux dans le partage d'un même quotidien et d'une même protestation.

À moins de rentrer dans la police, la première ne sert à rien : outre le fait qu'une personne ayant décidé de "ne pas être Basque" peut se faire matraquer, comme tout le monde, le lendemain de sa décision, elle est sûre qu'agir ainsi revient à renoncer définitivement à s'insérer dans la société basque, sans compter le risque de se voir refuser d'être servie dans un magasin, de subir le silence pesant dans les bars où elle rentre, d'être mise à l'index par ses voisins, etc.

La seconde réaction peut être très rapide, quasi immédiate, surtout lorsqu'il s'agit de jeunes. De quel côté, en effet, ces jeunes immigrés, assistant par exemple à une bataille de rue opposant des jeunes de leur âge à la police espagnole (qui, quelques temps auparavant les aura peut-être frappés en les traitant de "sales Basques"), de quel côté vont-ils se ranger ?

Les témoignages d'immigrés illustrent bien ce qui vient d'être exposé.

"Je suis devenu Basque... [Question : "C'est quoi être Basque ?"] Je sais pas... aller aux manifs... être avec les gens d'ici, emmerder les flics. Bon, ça au début. Maintenant j'apprends le basque avec des copains (...). Je n'ai pas voté, ça sert à rien. Sinon, j'aurais voté Herri Batasuna."[22]

---

[21] Des années 60 : ceux qui furent construits à la hâte durant les années du second boom industriel et démographique, sans le moindre souci d'esthétique, d'isolation, etc.

[22] 23 ans, Renteria, octobre 1981.

"On est arrivé en 1972 (...). Au début c'était dur, on ne connaissait personne. Puis, peu à peu, les voisins, les copains à l'usine (...). Au début j'étais contre (les nationalistes). Je ne sais pas pourquoi... Peut-être parce que j'avais toujours entendu que les Basques étaient des brutes et des séparatistes. En 1975, il y a eu les grèves et les manifestations. Juste avant, il y avait eu l'état d'exception. J'ai vu la répression (....). Ça m'a beaucoup changé (...) et puis il y a eu 1976 : ma femme a été blessée par la police dans la rue (...) les voisins sont venus, et même des gens qu'on ne connaissait pas. Tout le monde venait aux nouvelles, tout le monde était avec nous (...). Ce jour-là, j'ai réellement senti qu'on était d'ici."[23]

3) Les 18 interviews approfondies que nous avons réalisées auprès d'immigrés ont permis de dégager un facteur d'intégration auquel nous n'avions pas du tout pensé au début de cette recherche. Par la suite, des entretiens avec d'autres immigrés confirmeront l'importance de ce facteur : l'identité de "Basques" dont ces immigrés sont taxés lorsqu'ils retournent dans leur pays d'origine et les conséquences que cela entraîne.[24] Dans bien des cas, les immigrés se sont sentis basques pour la première fois *non pas en Pays Basque, mais dans leur pays d'origine*. 15 des 18 interviews signalent que cette identification apparaît suite à une référence à la "question basque" (nationalisme). Dans la plupart des cas, il y a incompréhension du milieu d'origine ou solidarité de circonstance. Mais ce milieu "ne sent pas le problème comme nous on le sent déjà au bout de six mois de résidence ici (Pays Basque)" (Interview). De la perception de ce décalage naît souvent "l'identité nouvelle" de ces immigrés.

Un autre témoignage (31 ans, Renteria, novembre 1981) illustre bien ce phénomène : "La première fois que je suis retourné à Badajoz, j'ai retrouvé mes amis, ceux du collège, du quartier. Ils ont commencé à m'appeler "le Basque" et, par la suite, en firent mon surnom. Cela ne me faisait ni chaud ni froid. Je suis retourné trois fois comme cela en moins de six mois. Tous mes amis étaient là-bas et j'aurais bien voulu y rester (arrivé en 1969 à Renteria à l'âge de 18 ans). Ensuite, il y a eu le procès de Burgos. Je crois que ça a été très important pour moi. Les manifestations étaient impressionnantes, pendant deux jours il y eut des barricades dans le centre (de Renteria). Je connaissais alors un ami et j'ai été aux mani-

[23] 46 ans, Baracaldo, octobre 1980.

[24] De son côté, le responsable de l'Association des Immigrés en Guipúzcoa, souligne l'importance de ce phénomène qui "pour des milliers et des milliers d'immigrés a joué un grand rôle dans leur identification et leur désir d'intégration au Pays Basque" (Hernani, 3 février 1982).

festations avec lui, un peu par aventure peut-être (...), par curiosité aussi. Instinctivement je me rangeais du côté de ceux qui manifestaient. De toute façon sauver les six (condamnés à mort) me paraissait juste (...). Trois mois après, à Pâques, je suis retourné à Badajoz. Je retrouvais alors mes amis et la question d'ETA vint sur le tapis. Ils dirent qu'ils l'avaient bien cherché avec l'assassinat de Manzanas, que c'étaient des fous, que si on nous donnait l'indépendance, on crèverait de faim, qu'on aurait que du fer et des sapins à manger (...). Je dis alors que moi aussi j'avais été aux manifestations, qu'à Renteria tout le monde y avait été, que les gens n'étaient pas des mauviettes, qu'ils n'hésitaient pas à faire grève et perdre leur paye par solidarité et que, si mon père avait été obligé d'immigrer, ce n'était pas parce qu'on crevait de faim en Pays Basque mais à Badajoz... On se fâcha et ils m'insultèrent. Je dus alors m'échapper en courant. Je m'en souviens encore car, par cette course, je m'éloignais définitivement de là-bas et je rejoignais définitivement ici. C'est après cela que j'ai réellement eu envie de m'intégrer ici".

Dans bien des cas, il y a même radicalisation de cette incompréhension. Ainsi, ce témoignage qui nous explique comment plusieurs immigrés eurent leurs pneus de voiture crevés lorsqu'ils rentraient chez eux. Inversement, un autre nous dit comment il accroche exprès le drapeau basque à la maison maternelle (près de Palencia) "pour emmerder le voisine (avec lequel il s'est fâché à propos de la "question basque").

3. Renteria

Une étude plus partielle mais plus précise, celle de l'attitude des immigrés envers le mouvement national basque à Renteria, permet de confirmer ces conclusions. Nous avons choisi la ville de Renteria (Guipúzcoa) car elle constitue l'exemple typique de ces villes basques qui, entre 1955 et 1975, ont vu leur population doubler, tripler et parfois même quadrupler sous l'effet d'une très forte immigration provoquée par le second boom économique basque, et parce que, malgré cette immigration, le sentiment et le mouvement national n'ont pas cessé de s'y développer. Ville à très forte immigration et à attitude nationaliste très vive, Renteria nous est apparue comme un excellent lieu pour étudier les relations entre les immigrés et le nationalisme. De plus, avec environ 60 % de sa population active employée dans le secondaire, Renteria fait aussi figure d'archétype de la ville industrielle[25]. Enfin, la municipalité ayant commandé en 1970 et 1981 deux études socio-économiques et démographiques, nous disposions de suffisamment de données statistiques (denrée

plutôt rare en Pays Basque pour ces années-là) pour vérifier nos hypothèses et compléter les conclusions exposées dans le paragraphe précédent[26].

"Il n'y a jamais eu tant d'immigrés à Renteria et pourtant, tu vois, il n'y a jamais eu non plus tant de nationalistes". Cette réflexion, faite par l'un de nos interviewés, résume bien la situation[27]. À partir de 1955, la courbe d'évolution démographique de Renteria se redresse brusquement.

Attirés par les très nombreux postes de travail que l'industrie locale ne cesse de créer, des immigrés, chaque fois plus nombreux, vont suppléer la main-d'œuvre locale incapable de les occuper tous. En 1981, seulement 19,5 % de la population était née à Renteria[28]. Près de 80 % des immigrés sont arrivés après 1961, soit en pleine période de développement du nouveau nationalisme[29].

Dans le même temps, le poids des nationalistes ne cesse d'augmenter.

---

25 58,2 % en 1981. Entre 1965 et 1976, ce pourcentage dépassait les 65 %.

26 La première de ces études fut effectuée par Gaur (*El pueblo de Renteria en 1970*, inédit) et la seconde par Talde (*Estudio socio-economico de las normas subsidiarias de planeamiento del municipio de Renteria - Informe urbanistico*, inédit).

27 27 ans, Renteria, octobre 1981.

28 39,6 % étaient nés dans le reste du Guipúzcoa, 5 % dans une des trois autres provinces basques, 34,6 % dans le reste de l'Espagne et 1,3 % à l'étranger (source : Recensement de 1901 et Talde). Par "immigrés", nous entendons seulement ceux qui proviennent du reste de l'Espagne et de l'étranger (soit ici 35,9 %).

29 Dates d'arrivée des immigrés à Renteria : 1950 7 %, de 1951 à 1960 12,8 %, de 1961 à 1970 40,9 % et de 1971 à 1980 38,3 % (source : recensement de 1981 et Talde).

Ainsi (nous ne disposons que de ce seul moyen de comparaison), alors qu'ils avaient obtenu 36,1 % des voix aux dernières élections d'avant-guerre (le 16 février 1936), ils atteignent 51,3 % en 1979[30]. Le détail des voix nationalistes est profondément significatif du changement de nature du nationalisme : alors que le PNV (qui représente la quasi-totalité des nationalistes d'avant-guerre) obtenait 36,1 % des voix en 1936, il n'obtient plus que 16,9 % en 1979 : le développement du nationalisme est exclusivement dû aux deux coalitions du nationalisme radical appuyées par ETA. Herri Batasuna obtient 21,2 % et Euskadiko Ezkerra 13,1 %. Ce qui semble confirmer *a priori* l'hypothèse selon laquelle les nouveaux venus, lorsqu'ils adhèrent au nationalisme, le font sous un mode radical (pro-ETA).

Un dépouillement des fichiers des partis politiques aurait peut-être fourni de précieuses informations, mais il ne nous a pas été possible d'y procéder. Nous avons cependant atteint un but sensiblement identique par d'autres voies : en mettant en corrélation le pourcentage d'immigrés par quartier avec le nombre des voix obtenues par chaque parti dans ces mêmes quartiers[31]. Renteria est divisé en 13 quartiers principaux. La répartition (en pourcentages) de leurs habitants suivant les lieux de naissance est la suivante[32] :

	Lieu de naissance				
Quartiers	Renteria	Pays Basque	Reste Espagne	Étranger	Total absolu (=100%)
Centro	33,3	44,5	21,0	1,2	8 982 hts
Galtzaraborda	14,5	40,7	43,6	1,2	8 626 hts
Beraun	7,4	48,8	42,2	1,5	7 724 hts
Iztieta	16,2	46,7	36,1	0,9	5 095 hts
Agustinas	26,9	32,3	40,0	0,8	2 915 hts
Capuchinos	6,1	53,0	39,9	0,9	2 800 hts
Alaberga-Versailles	25,9	47,0	26,3	0,7	2 042 hts
Olibet-Casas nuevas	19,7	50,0	29,4	0,9	1 948 hts
Gabierrota	19,0	44,9	35,0	1,1	1 897 hts
Pontika	16,2	43,8	38,8	1,2	1 536 hts
Gaztano	42,5	34,8	19,7	2,9	826 hts
Larzabal	28,8	41,1	25,3	4,5	312 hts
Zone rurale	50,6	45,9	5,1	0,4	532 hts
Total Renteria	19,5	44,6	34,6	1,3	45 235 hts

Ne voulant pas encombrer ce travail de chiffres, nous ne prendrons ici

[30] Les élections de mars 1980 confirment cette poussée : 57,8 % des voix.

[31] On ne vote pas par quartier mais par *mesas électorales* (bureaux de vote). Nous remercions Juan Carlos Jimenez de Aberasturi de nous avoir aidé à situer et répartir exactement ces *mesas* suivant les quartiers.

[32] Source : Recensement 1981-Talde.

que quatre quartiers : ceux où le pourcentage d'immigrés est le plus faible (Centro et Gaztano), et ceux où il est le plus fort (Beraun et Galtzaraborda)[33]. La répartition des voix électorales dans ces quartiers est la suivante.

Quartiers	% d'immigrés	PSOE	UCD	PNV	HB	EE
Gaztano	19,7	15,7	7,9	26,1	27,2	10,2
Centro	21,0	15,8	10,9	25,7	23,5	13,3
Beraun	42,2	40,7	12,4	6,2	14,0	12,0
Galtzaraborda	43,6	39,1	13,9	6,7	14,1	13,9

En regard de ces résultats[34], nous pouvons affirmer que plus le pourcentage d'immigrés augmente et plus celui qui correspond au total des voix nationalistes baisse (tandis que celui du PSOE augmente). De la même façon, plus le pourcentage d'immigrés augmente et plus le rapport entre nationalisme radical et nationalisme modéré devient élevé, passant de 1,4 dans le quartier de plus faible immigration à 4,2 dans celui où celle-ci est la plus forte[35].

Ces résultats très concrets confirment donc notre hypothèse selon laquelle l'attitude nationaliste des immigrés récemment arrivés est une attitude radicale et transgressive[36]. Cependant, rien ne nous empêche de formuler à cet endroit une contre hypothèse : dans quelle mesure les voix nationalistes obtenues dans les quartiers d'immigrés ne proviennent-elles pas uniquement ou en quasi-totalité des "autochtones" (nés en Pays Basque) ? Et dans ce cas, le radicalisme du vote nationaliste n'est-il l'expression d'un rejet envers les immigrés, à l'image de ce qui s'était passé lors de la première vague d'immigration de la fin du XIXe siècle ?

Quatre données nous permettent de repousser sans appel cette vision et donc de valider définitivement l'hypothèse centrale.

1) L'idéologie et la pratique des nouveaux nationalistes, loin de ren-

[33] Nous excluons la zone rurale constituée par des fermes isolées car ses habitants ne relèvent pas, comme la quasi-totalité de la population de Renteria, de la société industrielle et urbaine. Ses résultats électoraux sont toutefois un bon reflet de ceux qu'obtiennent les partis politiques en zone rurale. Les nationalistes obtiennent 85 % des voix dont plus de la moitié vont au PNV, le PSOE 0 % et la droite (UCD et Aliance Populaire) 7,5 %.

[34] Elaboré à partir des certificats de scrutin des différents bureaux de vote de Renteria aux élections législatives du 1er mars 1979, archives municipales.

[35] Dans les dix quartiers intermédiaires, la progression de ce rapport est directement proportionnelle à l'augmentation du pourcentage d'immigrés, ce qui confirme cette loi.

[36] 92,1 % des immigrés de Baraun et 83,6 % de ceux de Galtzaraborda sont arrivés après 1961 (source : Talde).

voyer à une approche ségrégationniste des immigrés, encouragent et privilégient au contraire leur intégration, condamnant dans le même temps toute vision raciale du mouvement national. Il se peut même fort bien que ce soit exactement le processus inverse à celui de la contre hypothèse qui se soit produit. Autrement dit, que les immigrés provenant des autres provinces basques (40,7 % à Galtzaraborda et 48,8 % à Beraun) et qui votaient auparavant (dans leur village d'origine) PNV, aient, dans leurs contacts et expérience d'un même quotidien avec les immigrés espagnols (respectivement 43,6 % et 42,2 %), reporté leurs voix sur le nationalisme radical et le PSOE, plus aptes à exprimer les problèmes liés à leur nouvelle condition sociale[37].

2) L'enquête effectuée par Gaur montre clairement que les relations entre immigrés et autochtones sont bonnes, le contraire faisant figure d'exception. Ainsi, les réponses à la question "Pensez-vous que, dans cette ville, les relations entre les personnes nées ici et celles qui proviennent d'autres provinces soient bonnes ?" s'ordonnaient ainsi (en pourcentage) :

Réponses	Nés en Pays Basque	Immigrés	Total
Très bonnes	3	4	4
Bonnes	67	73	70
Normales	27	21	24
Mauvaises	3	2	2
Très mauvaises	0	0	0

Pour la très grande majorité de la population (les 3/4) les relations entre immigrés et autochtones sont donc bonnes. Le très faible pourcentage des mécontents (seulement 2 %) montre bien qu'il n'existe aucune dissension notable. Les réponses à une autre question ("selon vous, et en général, pensez-vous que ceux qui viennent d'autres provinces aient, dans leurs relations avec les gens, des désavantages par rapport à ceux qui sont d'ici ?") confirment cet état de fait :

Réponses	Nés en Pays Basque	Immigrés	Total
Non, mêmes conditions	70	89	83
Quelques désavantages	15	6	8
Beaucoup de désavantages	5	3	4
Seulement ceux qui arrivent	7	2	3
Des avantages	5	0	2

[37] "Ici tout le monde est nouveau, ici tout le monde est à la même enseigne : la monstruosité du quartier, sa débilité architecturale, le manque de transports en commun, d'isolation, d'espaces verts. Ici, il n'y a pas des "gens d'ici" et des "immigrés", on est tous des immigrés, et donc on est aussi tous d'ici." (*Interview 57*, Renteria, octobre 1981).

Le fait d'être immigré influe donc peu dans les relations avec les gens. À l'inverse, que les personnes nées en Pays Basque pensent notablement plus que les immigrés que ces derniers aient quelques désavantages semble trahir un certain "complexe d'hospitalité". Si désavantage réel il y avait eu, ce serait les immigrés qui, au premier chef, l'auraient noté et non les autochtones.

3) Notre "sociologie participante" confirme ces résultats : l'ensemble des conversations que nous avons eu avec les habitants de Renteria vont dans ce sens. Aucun n'a fait état de tensions réelles entre autochtones et immigrés. Si des différences culturelles sont relevées, celles-ci n'entraînent jamais un sentiment raciste ou de haine. À noter que ces différences ont quasi exclusivement été signalées par des personnes dont l'âge dépassait la quarantaine. Beaucoup ont, au contraire, souligné l'union entre immigrés et autochtones face à la répression, aux problèmes d'urbanisme et dans les revendications ouvrières. Hormis deux cas, l'ensemble des immigrés qui participent directement au mouvement national et avec lesquels nous avons pu parler (une vingtaine environ, dont 9 ont été interviewés) avaient moins de trente ans[38]. Ils militaient tous au sein de la gauche nationaliste et tous ont signalé la réaction face à la répression comme la principale ligne conductrice les ayant conduit au nationalisme.

4) Enfin, le dépouillement des 854 fiches d'inscription des élèves aux cours d'*euskera* pour adultes organisés tous les soirs à Renteria confirme définitivement la participation des immigrés au mouvement basque. 47 % des élèves sont immigrés[39]. Lorsque l'on sait que 68,5 % des habitants de Renteria n'ont aucune connaissance de l'*euskera* et que ce chiffre atteint 72 % dans la région de Saint Sébastien-Renteria-Pasajes-Irun, il apparaît évident que la volonté d'approcher l'*euskera* ne doit pas être recherchée dans la valeur instrumentale de cette langue. On n'apprend pas l'*euskera* comme on apprend le français ou même le catalan. Pour l'immigré, ces langues sont des langues usuelles dont la connaissance est indispensable pour pouvoir vivre dans le pays d'accueil. En Pays Basque, la situation est différente. On peut très bien y vivre, d'un point de vue strictement utili-

---

[38] Dans les deux cas, il s'agissait de parents dont les enfants militaient dans des partis indépendantistes. La mère de l'un d'eux fut retenue en otage par la police jusqu'à ce que son fils se rende à la police.

[39] Nous remercions l'*Euskaltegi* (Centre d'apprentissage du basque par les adultes) de Renteria pour nous avoir permis de travailler sur son fichier. 86 % des élèves ont moins de trente ans.

[40] Dans quelques rares zones l'*euskera* domine nettement. Mais ce sont pour l'essentiel des zones rurales où l'on compte très peu d'immigrés.

taire, sans savoir l'*euskera*. La motivation doit être, dans la majorité des cas, cherchée ailleurs[40]. Essentiellement dans le pouvoir symbolique de l'*euskera* à signifier l'appartenance basque. Appartenance la plupart du temps vécue, à la fin du franquisme, sous un mode transgressif ou alternatif au pouvoir.

Au total, l'étude partielle de l'attitude des immigrés envers le mouvement national basque à Renteria permet de confirmer : que les relations entre immigrés et autochtones sont, dans l'immense majorité des cas, bonnes et, qu'à l'inverse de ce qui se passait avec le premier nationalisme, les dissensions entre immigrés et nouveaux nationalistes sont très rares. Qu'au contraire, une importante minorité d'immigrés participe directement au mouvement national basque. Qu'il s'agit, dans la quasi-totalité des cas, de jeunes immigrés récemment arrivés. Que l'intégration de ces jeunes immigrés au mouvement national se fait essentiellement sous un mode radical et transgressif par le biais de leur participation au processus de dégagement d'une identité basque nouvelle face à la répression. Que cette identité se forge bien souvent dans leur expérience concrète du décalage entre deux perceptions du "problème basque" : celle que leur milieu d'origine continue à avoir et celle qui, produit de leur nouveau quotidien, est désormais la leur. Et, enfin, que cette perception se traduit en particulier par une pratique politico-culturelle, notamment l'apprentissage de l'*euskera* qui est avant tout perçu comme une langue-symbole.

4. Conclusion

Bien sûr, l'enquête de terrain sur laquelle repose cet article date. Vingt ans se sont écoulés depuis. Mais je n'ai pas lu, entre temps, une seule étude sérieuse qui revienne sur le double processus d'ouverture qui y est décrit : des nationalistes basques envers les immigrés, et des immigrés envers les nationalistes. Il est par contre évident que les rapports entre les Basques et ETA ont complètement changé. L'identification affective de ceux qui se sentaient les plus exploités ou réprimés par le système à ceux qui le combattaient le plus violemment a cessé. Essentiellement parce que, grâce à l'ouverture démocratique, la révolte que symbolisait ETA a pu s'exprimer par des mobilisations et revendications beaucoup plus classiques au moyen d'organisations politiques, syndicales, sociales et culturelles. Et l'emballement terroriste d'ETA, qu'une partie des nationalistes n'a pas su condamner à temps, n'a pas manqué, en retour, d'être instrumentalisé sous la forme d'un amalgame douteux (nationalisme basque =

ETA). De leur côté, les nationalistes n'ont pas toujours su comprendre le sentiment basquiste de ceux qui ne partageaient pas leur projet historique.

Le résultat de ces phénomènes croisés est, globalement, une exacerbation du nationalisme en Pays Basque. "Nationalisme", c'est-à-dire nationalisme basque *et* nationalisme espagnol. La population basque est de plus en plus sommée de choisir son camp. La vie politique, sociale et culturelle est tenaillée par ce débat historique, au point où les lignes de fracture politiques classiques s'effacent, les socialistes du PSOE faisant par exemple alliance avec le parti de droite PP, et, d'un autre côté, les communistes et les verts d'IU partageant les bancs du même gouvernement basque avec les démocrates chrétiens du PNV.

Dans cette lutte historique, l'emploi d'arguments ethnicistes ou raciaux me paraît représenter un énorme danger. Contre cela, il faut sans cesse rappeler qu'il y a des "ethniquement" Basques qui sont nationalistes espagnols, et des immigrés qui sont nationalistes basques. Qualifier le nationalisme basque "d'enfermement ethnique" revient à jouer avec le feu et relève soit d'une méconnaissance épaisse de la société basque, soit d'une stratégie du pire. Le pire consiste à penser qu'en taxant le nationalisme basque de "fondamentalisme ethnique", ceux qui ne sont pas basques de naissance vont se sentir exclus et opter pour le nationalisme espagnol. Ce calcul est non seulement cynique mais extrêmement dangereux, car il fait, finalement, le lit de la haine raciale dans laquelle les plus démunis, socialement et identitairement, ne manqueront pas de tomber. Il est urgent de démasquer ces pyromanes et de rappeler que la dignité et la liberté d'un individu sont incompatibles avec une définition purement raciale de son statut, et qu'aucun enjeu historique ne permet de passer outre ce principe fondateur de la modernité et de la dignité humaine.